

*Questions orales*

la pharmacie permet d'attirer l'attention sur le très sérieux problème de la surconsommation de médicaments et des effets qu'ont certains médicaments sur d'autres, problème qui vise surtout les personnes âgées.

J'invite les députés à appuyer la Semaine de la sensibilisation à la pharmacie et à aider à sensibiliser le public à cette question.

\* \* \*

[Français]

**LE DÉPUTÉ DE LAURIER—SAINTE-MARIE**

**M. Martin Cauchon (Outremont, Lib.):** Monsieur le Président, quatre fois par an, la Chambre paie les frais de publication d'un bulletin parlementaire pour chaque député afin qu'il informe ses électeurs.

Or, dans son récent bulletin, un député du Bloc signe une lettre intitulée «Il faut du changement à la CECM». Dans sa lettre, le député soutient, et je cite: «Nous avons besoin d'une école répondant aux besoins actuels et résolument tournée vers l'avenir. Dans le débat actuel, seule l'équipe du MEMO offre une telle perspective.»

À prime abord, je dois admettre qu'il est difficile de comprendre le lien entre le mandat du député et les élections scolaires. Toutefois, nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que cette position du député n'a rien à voir avec le fait que son épouse est candidate du MEMO dans le quartier n° 9 à Montréal.

Tous les contribuables s'objectent énergiquement à ce que leurs taxes servent à financer indirectement la campagne électorale de l'épouse du député de Laurier—Sainte-Marie.

\* \* \*

[Traduction]

**L'AGRICULTURE**

**M. Vic Althouse (Mackenzie, NPD):** Monsieur le Président, je voudrais demander aux ministres de l'Agriculture, des Transports et des Finances de réfléchir avant d'abolir la subvention du Nid-de-Corbeau.

Dans ma région, la subvention varie entre 22 \$ et 28 \$ la tonne. Les cultures produisent environ une tonne l'acre et le loyer des terres fertiles se situe entre 20 \$ et 30 \$ l'acre.

Si la subvention est abolie et que les coûts de transport augmentent d'autant, la valeur locative de ces terres sera réduite à néant. Au plan financier, cette mesure provoquerait une déflation de plusieurs centaines de dollars l'acre de la valeur des terres agricoles dans la région. Cet actif, qui disparaîtra avec la réduction puis la disparition de la subvention du Nid-de-Corbeau, est utilisé par les agriculteurs et les communautés agricoles comme garantie pour les emprunts qu'ils font afin de diversifier leurs entreprises.

La proposition, qui vise à économiser 600 millions de dollars par année, ferait perdre des milliards de dollars en valeur et en actif aux fermes et entreprises de l'Ouest et provoquerait encore plus d'échecs et de faillites.

Comment le gouvernement peut-il justifier une situation pareille?

\* \* \*

● (1415)

**LES SUBVENTIONS DE L'ACDI**

**M. Jim Hart (Okanagan—Similkameen—Merritt, Réf.):** Monsieur le Président, la folie furieuse règne au sein de l'ACDI et de notre programme d'aide étrangère.

Depuis 1991, le Canadian Wilderness Committee a reçu près de 300 000 \$ de l'ACDI. Le Sierra Club de l'ouest du Canada et le Clayoquot Biosphere Project ont également reçu des subventions de l'ACDI.

Autant que je sache, la Colombie-Britannique fait toujours partie de cette grande nation. Pourquoi donc accorder près d'un demi-million de dollars à un groupe de radicaux qui s'opposent à l'exploitation forestière?

C'est un empiètement flagrant dans le domaine de compétence provinciale exclusive que sont les ressources naturelles. La Colombie-Britannique, qui doit faire face à une campagne de désinformation concertée montée par ces groupes, a toutes les peines du monde à maintenir ses exportations de bois d'oeuvre pourtant si importantes pour cette province.

Nous croulons sous les dettes. Les minces ressources dont nous disposons pour l'aide étrangère devraient aller aux plus nécessiteux. Le gouvernement fédéral, qui ne s'est jamais montré très compétent dans la gestion des ressources naturelles, ferait mieux de ne pas mettre son nez dans les affaires relevant exclusivement des provinces.

**QUESTIONS ORALES**

[Français]

**L'ÉTHIQUE**

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ):** Monsieur le Président, le conseiller en éthique, M. Howard Wilson, a déclaré ce matin à la télévision n'avoir à aucun moment reçu du premier ministre ou de ses collaborateurs le mandat d'enquêter sur l'intervention directe du ministre du Patrimoine auprès du CRTC.

Ma question s'adresse au premier ministre. Confirme-t-il les propos de son conseiller?

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, tous les faits relatifs à ce problème ont été mis clairement sur la table, ce sont des documents publics qui sont accessibles à tout le monde. Le conseiller, M. Wilson, est au courant des faits, mais il n'a pas besoin de faire une enquête. Tous les faits sont connus du public et ils ont été discutés en cette Chambre depuis plusieurs jours.

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ):** Monsieur le Président, faut-il comprendre que le premier ministre a délibérément omis de solliciter une enquête de son conseiller en éthique, la semaine dernière, parce qu'il ne voulait pas avoir à justifier sa décision de passer l'éponge prise un mois plus tôt lorsqu'il a été informé de la faute de son ministre?